



Bruxelles, le 24 juin 2022
(OR. fr, en)

10474/22

PROCIV 86
JAI 921
CLIMA 298
ENV 631

NOTE POINT "I"

Origine:	Présidence
Destinataire:	Comité des représentants permanents (2 ^e partie)
Objet:	Rapport de la présidence française sur les principales réalisations au niveau de l'UE dans le domaine de la protection civile

Les délégations trouveront en annexe un rapport de la présidence française sur les principales réalisations au niveau de l'UE dans le domaine de la protection civile et de la résilience des entités critiques.

Le COREPER est invité à prendre note du rapport.

Delegations will find in Annex a report from the French Presidency on the main achievements at EU level in the field of civil protection and the resilience of critical entities.

COREPER is invited to take note of the report.

Rapport de la présidence française**sur les principales réalisations au niveau de l'UE dans le domaine de la protection civile**

Le présent rapport expose les principales réalisations, au niveau de l'UE, dans le domaine de la protection civile au cours de la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

La présidence s'est concentrée à titre prioritaire sur l'impact du changement climatique et les nouveaux risques auxquels sont confrontées l'Union européenne et la protection civile européenne. Un premier échange à ce propos s'est tenu lors de l'atelier virtuel organisé les 1^{er} et 2 février 2022. Les résultats de l'atelier ont été présentés par la présidence et accueillis favorablement par les délégués nationaux lors de la réunion du Groupe de travail de protection civile (PROCIV) le 11 février et par les directeurs généraux de la protection civile lors de leur 48^{ème} réunion tenue les 17 et 18 mai à Aix-en-Provence, en France.

Lors de la réunion informelle des ministres chargés des affaires intérieures, le 3 février 2022 à Lille, les ministres ont constaté l'importance de ce défi à l'occasion d'une discussion sur l'avenir de la protection civile en Europe. Ils ont notamment souscrit à l'idée qu'il était nécessaire, pour y faire face, de s'appuyer sur toutes les ressources de l'UE : le mécanisme de protection civile de l'Union (MPCU), l'adaptation des moyens des forces de protection civiles des États-membres et l'engagement citoyen.

La nécessité d'une réponse d'ensemble a conduit le Conseil à adopter, le 3 mars 2022, des conclusions du Conseil¹ appelant à l'adaptation de la protection civile aux conséquences du changement climatique, aussi bien en matière de prévention que de préparation, de réaction et de rétablissement.

Des travaux intensifs ont eu lieu au cours du premier semestre 2022 avec 11 réunions des membres du groupe PROCIV, y compris avec la participation d'experts compétents qui ont poursuivi les négociations sur la proposition de directive sur la résilience des entités critiques.

La Commission a adopté un certain nombre d'actes d'exécution pour poursuivre le développement de la réserve de capacités rescEU.

¹ 7146/2022.

Enfin, le MPCU a été activé 58 fois depuis le début de l'année 2022 en réponse à des catastrophes de type guerre en Ukraine, COVID-19 ou autres crises sanitaires, crises migratoires, évacuations médicales, rapatriements de citoyens de l'UE, catastrophes naturelles (éruption volcanique, cyclones), tant sur le territoire de l'UE qu'en dehors de celui-ci.

1. Mise en œuvre du mécanisme de protection civile de l'Union révisé

1.1. Mesures opérationnelles pour rescEU

Le 22 février 2022, la Commission a adopté la [décision d'exécution \(UE\) 2022/288](#) afin de définir une nouvelle capacité rescEU en ce qui concerne les abris et de modifier les exigences de qualité applicables aux capacités des équipes médicales d'urgence de type 3. L'objectif principal de la capacité d'abris temporaires rescEU, lorsqu'elle est déployée au cours d'une opération de réaction au titre du mécanisme de l'Union, par exemple en cas de tremblement de terre, est de fournir un abri temporaire aux populations touchées, qui comprend un espace pour le logement, l'hygiène et l'assainissement, des services médicaux de base et des rassemblements sociaux. Les réflexions sur les enseignements tirés de la crise de la COVID-19 ont encore montré la nécessité d'accroître la flexibilité et la modularité des capacités des équipes médicales d'urgence de rescEU. Par conséquent, rescEU devrait inclure les capacités de l'équipe médicale d'urgence de type 2 (soins chirurgicaux d'urgence en milieu hospitalier) complétées par des services de soins spécialisés conformément aux normes de l'initiative mondiale de l'Organisation Mondiale de la Santé sur les équipes médicales d'urgence.

Le 14 mars 2022, la Commission a adopté la [décision d'exécution \(UE\) 2022/461](#) afin d'inclure les capacités de transport et de logistique dans la réserve rescEU. Les opérations de transport et de logistique ont été identifiées comme un défi dans de nombreuses opérations de réaction du MPCU au cours des dernières années, en particulier lors de crises complexes ou de grande ampleur. Plus récemment, le manque de moyens de transport et de logistique suffisants a constitué un obstacle majeur à la capacité des États membres à fournir ou à recevoir une assistance au cours des premières phases de la pandémie de COVID-19. L'acte d'exécution établit des exigences minimales de qualité pour les capacités de transport et de logistique de rescEU adaptées aux déploiements dans un large éventail de scénarios et de conditions différents (y compris, le cas échéant, la capacité de fonctionner dans des circonstances difficiles sur le plan opérationnel et d'assurer le transport et la gestion logistique de biens spéciaux).

Le 21 mars 2022, la Commission a adopté la [décision d'exécution \(UE\) 2022/465](#), après qu'une analyse des lacunes recensées et émergentes au niveau de l'Union a révélé la nécessité de

développer davantage une réserve pour faire face aux incidents nucléaire, radiologique, biologique ou chimique (NRBC). La présente décision ouvre la voie au développement des capacités des laboratoires mobiles rescEU et des capacités de détection, d'échantillonnage, d'identification et de surveillance NRBC de rescEU. Les capacités mobiles des laboratoires fourniront un soutien flexible et adaptable lorsque les États membres sont dépassés dans leur capacité à détecter, analyser ou vérifier les agents pathogènes ou les substances NRBC. Les capacités de détection, d'échantillonnage, d'identification et de suivi NRBC sur le terrain contribueront à la réaction aux situations d'urgence, aux activités de recherche, à la réaction aux événements de sécurité et à la surveillance des événements majeurs.

Afin de reconnaître et de respecter l'engagement de longue date et les contributions extraordinaires au mécanisme de l'Union, la décision no 1313/2013/UE prévoit que la Commission peut attribuer des médailles. Les critères et les procédures de reconnaissance des engagements de longue date et des contributions extraordinaires au mécanisme de l'Union ont été définis dans la [décision d'exécution \(UE\) 2022/706](#) adoptée le 5 mai 2022. Afin de rendre hommage aux bénéficiaires de manière appropriée, les médailles du MPCU devraient être décernées lors d'une cérémonie officielle, telle que le Forum européen de la protection civile.

Enfin, la guerre de la Russie en Ukraine a accéléré l'adoption, le 16 juin 2022, d'une nouvelle décision d'exécution (UE) 2022/4246 sur l'approvisionnement énergétique d'urgence. L'Ukraine a identifié l'approvisionnement énergétique sous la forme de combustibles, de générateurs, d'équipements et de pièces de rechange comme des besoins primaires. Cette capacité permettra de résoudre les problèmes liés aux pénuries d'électricité et d'approvisionnement en électricité qui affectent un ou plusieurs États membres en fournissant des générateurs de secours, des batteries, des équipements de récupération d'énergie, des équipements de connectivité et de synchronisation, des combustibles, d'autres types d'appareils et des services connexes.

1.2. Réseau de connaissances en matière de protection civile

Le projet NEMAUSUS, financé dans le cadre de l'appel 2021 relatif au partenariat du réseau de connaissances, qui vise à élaborer un schéma directeur pour la mise en place de centres d'expertise sur les risques particuliers dans différents pays, a été mis en œuvre. Le projet dure 18 mois (jusqu'en avril 2023); le consortium du projet, piloté par la Direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC), comprend des autorités de protection civile (Allemagne, Italie, Croatie et Suède), des experts issus du monde académique et de la recherche (Chypre, Espagne et Valabre) ainsi qu'une collectivité territoriale française.

1.3. MPCU et mise en œuvre d'HERA

L'autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) est devenue opérationnelle le 1^{er} janvier 2022. Le 7 février 2022, le Conseil d'administration de l'HERA s'est réuni pour examiner et approuver le plan de travail de l'HERA, qui couvre les activités à mener tout au long de l'année 2022. Il a notamment approuvé les propositions de l'HERA et d'ECHO relatives à une stratégie commune de mise en œuvre des stocks dans le cadre de rescEU en cas d'urgence médicale et NRBC. Une contribution totale de 1,3 milliards d'euros provenant du budget de l'UE est allouée à l'HERA en 2022 pour des activités de préparation; une grande partie sera financée par les fonds alloués au titre du MPCU/de rescEU (630 millions d'euros). Par conséquent, le programme de travail du MPCU a été modifié le 25 avril 2022 afin d'y inclure les activités de l'HERA.

2. Changement climatique

Dans la continuité des dernières révisions du MPCU, la présidence française a souhaité mettre l'accent sur la démarche d'adaptation continue de cet outil européen de solidarité en entamant une réflexion prospective sur les défis liés au changement climatique. Cette thématique a irrigué l'ensemble des travaux conduits dans le domaine de la protection civile durant ce semestre de présidence. Cette démarche d'atténuation et d'adaptation au changement climatique s'inscrit dans le programme global de construction d'une Europe plus verte, en lien avec les priorités définies avec la République tchèque et la Suède dans le cadre du trio de présidences.

2.1. Conclusions du Conseil sur l'action de la protection civile européenne face au changement climatique

Le changement climatique « entraîne une augmentation de la fréquence, de l'intensité et de la complexité des catastrophes naturelles dans l'Union et dans le monde », selon les termes figurant dans le règlement 2021/836 modifiant la décision de 2013 relative au mécanisme de protection civile de l'Union. Il est donc apparu opportun à la présidence française de proposer des conclusions du Conseil relatives à l'action de la protection civile européenne face au changement climatique, dans un contexte d'ailleurs marqué par un nombre record d'activations du MPCU, et en rappelant les conclusions du Conseil du 23 novembre 2021 sur le renforcement de la préparation, de la capacité de réaction et de la résilience face aux crises à venir.

Le texte a été discuté lors de 3 réunions du groupe PROCIV (11 janvier, 26 janvier – journée entière, 11 février 2022) et au COREPER du 25 février. Il a été adopté en points A du Conseil

Justice et affaires intérieures du 3 mars 2022². L'atelier de travail de la présidence consacré à l'impact du changement climatique sur la protection civile européenne, tenu en visioconférence les 1^{er} et 2 février, a également contribué à la réflexion.

Les conclusions identifient deux principaux axes. Le premier est l'approfondissement des connaissances, qui vise à mieux intégrer les travaux scientifiques en matière de changement climatique au sein de la protection civile. Le réseau européen de connaissances en matière de protection civile est identifié comme un outil précieux dans ce but : les deux piliers du réseau, la science et la réponse capacitaire, élargissent le champ des outils disponibles face aux effets du changement climatique. Dans ce cadre est notamment mentionnée l'utilité de centres d'expertise avec une approche par type de risque, s'appuyant sur l'expertise territoriale liée aux bassins de risques et visant à mailler le territoire européen à l'image du projet NEMAUSUS, consortium européen piloté par la DGSCGC, regroupant les directions des protections civiles de la Croatie, de l'Italie et de la Suède, l'agence nationale de coopération technique allemande *Technisches Hilfswerk* (THW), en partenariat également avec l'Entente de Valabre, Nîmes Métropole, la fondation Pau Costa (Espagne) et le centre de recherche chypriote CERIDES. Un deuxième axe prioritaire identifié par les conclusions est l'engagement citoyen. Les conclusions invitent en particulier à renforcer les organisations de volontaires comme partie intégrante de la protection civile, valoriser les actions et les dispositifs de volontariat et valoriser le citoyen en tant que membre de structures nationales ou locales concourant à la protection civile.

2.2. Atelier de travail de la présidence

L'atelier de la présidence portant sur les incidences du changement climatique sur la protection civile européenne s'est tenu les 1^{er} et 2 février 2022.

Il visait à lancer une réflexion collective sur une montée en puissance du MPCU afin de le rendre plus efficient dans l'anticipation, la préparation et la gestion des impacts du changement climatique, de mieux protéger les citoyens et de faciliter l'adaptation des systèmes nationaux et européens face à un environnement marqué par des crises qui revêtent désormais, de manière croissante et accélérée, un caractère transfrontalier, transnational et multisectoriel.

Les débats se sont notamment appuyés sur les travaux initiés sous présidence slovène relatifs aux objectifs de l'Union en matière de résilience face aux catastrophes, basés sur des scénarios

² 7146/22.

dimensionnants, ainsi que sur le réseau européen de connaissances en matière de protection civile. Ils ont, en outre, nourri la négociation parallèle des conclusions du Conseil.

La première session de travail a porté sur l'alerte précoce et les systèmes d'information aux populations face au changement climatique. Une approche plus systémique et intégrée est apparue nécessaire pour :

- établir un cadre clair, uniforme et pérenne d'échanges pour l'analyse, la prévision opérationnelle et la redistribution de l'information ;
- adopter une approche plus systémique et intégrée, avec une attention particulière sur les aspects transfrontaliers et thématiques (par bassins de risques) ;
- développer des synergies et des approches innovantes tout en renforçant la capacité de la population à adopter un comportement approprié face aux risques.

La deuxième session traitait de l'impact du changement climatique sur la prévision et la planification, avec, en perspective, la mise en œuvre opérationnelle du MPCU. Les pistes d'action suivantes ont été préconisées :

- améliorer la connaissance du risque via un catalogue européen en s'appuyant sur les travaux préalablement conduits par la Commission au titre de l'article 6 de la Décision 1313/2013 ;
- aller vers une grille d'analyse commune, en lien avec les travaux menés sur les objectifs de résilience face aux catastrophes ainsi que sur les scénarios dimensionnants, intégrant les trois niveaux de gestion de crise : national, transfrontalier (bassin de risques) et européen ;
- réfléchir à une surveillance du risque homogénéisée, notamment sur les bassins de risques transfrontaliers ;
- renforcer l'étape cruciale de la prévision, dans l'intérêt du pré-positionnement des moyens.

Ces éléments tendent vers la conception d'un schéma européen d'analyse et de couverture des risques, afin d'encourager le partage des connaissances, d'assurer la disponibilité des moyens pour une couverture des risques rapide et efficace et la constitution de stocks stratégiques.

La troisième session de travail s'est intéressée à la réponse capacitaire et à ses besoins d'adaptation dans le cadre du MPCU (volumes, spécificités techniques, pré-positionnement). Une attention particulière a été donnée à :

- l'apport de la connaissance scientifique et le rôle de catalyseur du réseau de connaissances pour lever les freins à l'interopérabilité ;

- l'amélioration de la préparation pour une réponse calibrée et efficace, avec de nouveaux débats sur le pré-positionnement ;
- des perspectives d'une réponse capacitaire innovante et plus écologique.

En conclusion, l'atelier a posé les bases d'une nouvelle approche, intégrant l'enjeu du changement climatique, dans le but de :

- Encourager des liens plus étroits entre le Centre de la coordination de la réaction d'urgence (ERCC) et les autorités nationales de protection civile pour une gestion intégrée des risques ;
- Renforcer les synergies transfrontalières et multisectorielles ;
- Identifier et partager des bonnes pratiques et des connaissances actualisées sur les impacts du changement climatique sur le catalogue des risques européens ainsi que les outils de réponse existants ;
- Échanger, entre États membres et avec la Commission européenne, sur de potentielles pistes d'adaptation, notamment en matière de systèmes d'alertes précoces et systèmes d'alerte et d'information des populations, mais également en termes de prévision et planification de la réponse capacitaire et de sa mise en œuvre opérationnelle afin de faire correspondre l'analyse et la couverture des risques ;
- Réfléchir collectivement au rôle clé du réseau de connaissances au regard de ces nouvelles perspectives, sous le prisme de la création de centres d'expertise avec une approche par type de risques, telle que développée via le projet NEMAUSUS.

3. Autres événements

3.1. Réunion des directeurs d'écoles de protection civile et de sapeurs-pompiers, École d'application de Sécurité civile (ECASC), 12 et 13 avril 2022

La première réunion des directeurs d'écoles de protection civile et de sapeurs-pompiers s'est déroulée les 12 et 13 avril 2022 sur le domaine de Valabre, à l'École d'application de Sécurité civile (ECASC). Les participants ont pu échanger sur leurs techniques de formation, présenter des bonnes pratiques et identifier des pistes de coopération approfondies.

En amont de cette réunion, a été constaté le besoin de renforcer l'interopérabilité des modules, des capacités et des expertises européennes, du fait de la mobilisation croissante du MPCU. Les écoles de protection civile et de sapeurs-pompiers sont ainsi apparues comme un outil essentiel dans ce but, y compris pour développer une culture européenne commune. Cette dynamique de mise en

commun des expertises pédagogiques et des formations doit s'inscrire dans la durée, dans le cadre de la montée en puissance du réseau européen de connaissances en matière de protection civile, dont la vocation est de constituer une réserve d'expertise et d'innovation.

Les échanges ont ainsi porté sur le partage et la mise en commun de connaissances, la présentation de plateaux techniques du futur, les leviers permettant de favoriser les échanges d'élèves d'écoles autour de projets, la mise en avant d'une bonne pratique de coopération transfrontalière, soit la construction d'un socle commun de techniques opérationnelles interopérables, le projet NEMAUSUS ainsi que l'avenir du réseau européen de connaissances en matière de protection civile.

À l'issue de ces échanges, peuvent être identifiées les conclusions et perspectives suivantes :

- Le rôle crucial du processus de retour d'expérience (RETEX) et de sa standardisation a été souligné, avec l'enjeu de l'accessibilité des documents et des outils ;
- Il est par ailleurs essentiel de soutenir le travail en réseau des acteurs nationaux, dans toute leur diversité (décideurs, opérationnels, scientifiques, universitaires aux échelons locaux, intermédiaires et nationaux), de le structurer vers un objectif commun et de le coordonner avec le niveau européen ;
- Quel que soit le niveau d'intégration retenu, les États membres doivent se comprendre et travailler sur des référentiels harmonisés et coordonnés sinon communs.

Pour avancer vers ces objectifs, un levier essentiel est l'apport de la science, l'un des deux piliers du réseau de connaissances. De manière complémentaire, la création de centres d'expertise européens avec une approche par type de risques, comme proposé par le projet NEMAUSUS, permettra d'enrichir la cartographie des sachants et renforcera le lien entre les écoles et autres lieux d'apprentissage.

La présidence française a constaté le besoin de structurer et pérenniser ce réseau des directeurs d'école de protection civile et propose, afin de maintenir la dynamique initiée, de recevoir les États membres intéressés, à l'automne 2022, pour une présentation de la méthode de gestion opérationnelle et commandement (GOC).

3.2. Exercice européen de terrain FSX DOMINO 2022

L'exercice de grande ampleur FSX DOMINO 2022, qui s'est tenu du 16 au 20 mai 2022, a été organisé par la France (DGSCGC³) dans le cadre d'un consortium européen incluant également les autorités nationales de protection civile belges⁴ et espagnoles⁵, le ministère de la défense autrichien⁶, l'agence allemande *Technisches Hilfswerk* (THW)⁷ ainsi que le pôle d'excellence français de l'Entente de Valabre.

Cofinancé à hauteur d'un million d'euros par la DG ECHO au titre du programme annuel d'exercices organisé dans le cadre du MPCU, l'exercice DOMINO 2022 s'est tenu en France autour de l'Étang de Berre, dans le département des Bouches-du-Rhône, une zone industrielle densément peuplée.

Le scénario de l'exercice, sur la thématique des risques industriels avec effets en cascade, tient en quatre phases. Ainsi, le sud-ouest de la France est sujet à d'importants feux de forêts, qui mobilisent la plupart des forces de secours. En parallèle, une forte tempête frappe la zone, dont un secteur qui présente 27 installations SEVESO seuil haut. Simultanément, un navire de transport de matières dangereuses lance un appel de détresse au Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) pour une fuite de produits toxiques à bord. Un fort vent s'installe ensuite sur la zone. Les effets en cascade se multiplient (évacuation d'un collège, attentat dans une gare...).

L'exercice FSX DOMINO 2022 a été joué pleinement pendant 48 heures, sans interruption, les 17 et 18 mai 2022, impliquant six échelons de gestion de crise, quatre ministères, une direction d'exercice de 297 personnes et plus de 1000 participants. À cette occasion, outre les questions d'interopérabilité entre modules européens, ont pu par ailleurs être testées les capacités d'accueil des autorités françaises (*Host Nation Support*), le déploiement du système national de *Cell broadcast FR-Alert* et le module espagnol a été soumis au processus de certification européen.

Le Commissaire européen à la Gestion des crises, M. Janez Lenarčič, et les directeurs généraux de protection civile, conviés par la présidence française dans le cadre de leur réunion biennale, ont été invités à se rendre sur certains sites de l'exercice pour des démonstrations et une visite des manœuvres.

³ Engagement des modules Purification de l'eau, Pompage à haute capacité, Décontamination NRBC, système aérien télécommandé d'urgence (drones), Endiguement des inondations.

⁴ Engagement des modules Échantillonnage et détection NRBC.

⁵ Engagement des modules Pompage à haute capacité + système aérien télécommandé d'urgence (drones).

⁶ Engagement du module Décontamination NRBC.

⁷ Engagement du module Purification de l'eau.

Dans la continuité des événements organisés dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, l'exercice DOMINO 2022 a contribué à alimenter la réflexion globale menée sur la réponse européenne face au changement climatique, en s'appuyant sur les outils du MPCU, dispositif incontournable de coordination européenne et de solidarité.

3.3. Séminaire de retour d'expérience de l'exercice FSX DOMINO 2022, 8-9 juin 2022, Aix-en-Provence

Afin d'exploiter au mieux les enseignements de l'exercice et à la demande de la Commission, l'accent a été mis sur la phase de retour d'expérience (RETEX), avec un séminaire ad hoc qui s'est tenu les 8 et 9 juin 2022 à Aix-en-Provence. Ces travaux alimenteront les lignes directrices en matière de soutien fourni par le pays hôte et pourront être exploités dans le cadre du réseau européen de connaissances, à l'issue d'un séminaire final de RETEX au mois d'octobre 2022.

4. Forum de la protection civile

Le 7^{ème} Forum européen de la protection civile se tiendra à Bruxelles les 28 et 29 juin 2022. Après six éditions au cours des 15 dernières années (2003-2018), le Forum européen de la protection civile est devenu un important rassemblement européen de praticiens et de décideurs dans le domaine de la protection civile. Le Forum européen de la protection civile accueille tous les acteurs participant à la mise en œuvre et à l'élaboration d'une politique européenne de protection civile, à savoir les représentants de la communauté de la protection civile et de la gestion des catastrophes, y compris les gouvernements, les autorités nationales, locales et régionales de protection civile, les institutions de l'UE, le secteur privé, la communauté scientifique, les premiers intervenants ainsi que d'autres parties prenantes souhaitant apporter leur contribution aux discussions du forum.

Les objectifs du Forum de 2022 organisé sous la devise « Vers une gestion des situations d'urgence plus rapide, plus verte et plus intelligente » sont les suivants:

- Offrir un espace de discussion entre tous les acteurs du MPCU autour de certaines questions opérationnelles et politiques essentielles afin d'alimenter le développement futur du MPCU;
- Susciter une réflexion innovante et créer de nouvelles idées dans le domaine de la protection civile et de la gestion des risques de catastrophes, y compris la coordination intersectorielle au niveau de l'UE, et une collaboration plus étroite avec les pays voisins et les pays tiers;
- Faciliter la mise en réseau, l'apprentissage mutuel et la coopération pour un large éventail de parties prenantes participant à la gestion des risques de catastrophes. Cela nécessitera

également la participation d'autres secteurs étroitement liés en plus de la communauté européenne classique de protection civile.

5. Proposition de directive sur la résilience des entités critiques⁸

À la suite de l'adoption de l'approche générale sous la présidence slovène le 20 décembre 2021, la présidence française a poursuivi les travaux sur la proposition de directive sur la résilience des entités critiques (directive REC) dans une formation spécifique du groupe de travail sur la protection civile, consacrée à la directive REC. La présidence française a entamé des négociations en trilogue avec le Parlement européen en vue de parvenir à un accord sur le texte. Un premier trilogue politique s'est tenu le 31 janvier 2022 au Conseil et un deuxième trilogue politique s'est tenu le 24 avril 2022. Afin de préparer ces trilogues, 13 réunions au niveau technique ont été organisés. La présidence a régulièrement consulté et informé les États membres au cours de 7 réunions de groupes consacrées à la directive REC. La présidence organisera un troisième trilogue politique le 28 juin.

6. Accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (accord de Bonn)

Le 5 février 2021, le Conseil a adopté la décision (UE) 2021/176 relative à la conclusion des amendements à l'Accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (accord de Bonn) en ce qui concerne l'extension du champ d'application de l'accord et l'adhésion du Royaume d'Espagne à l'accord.

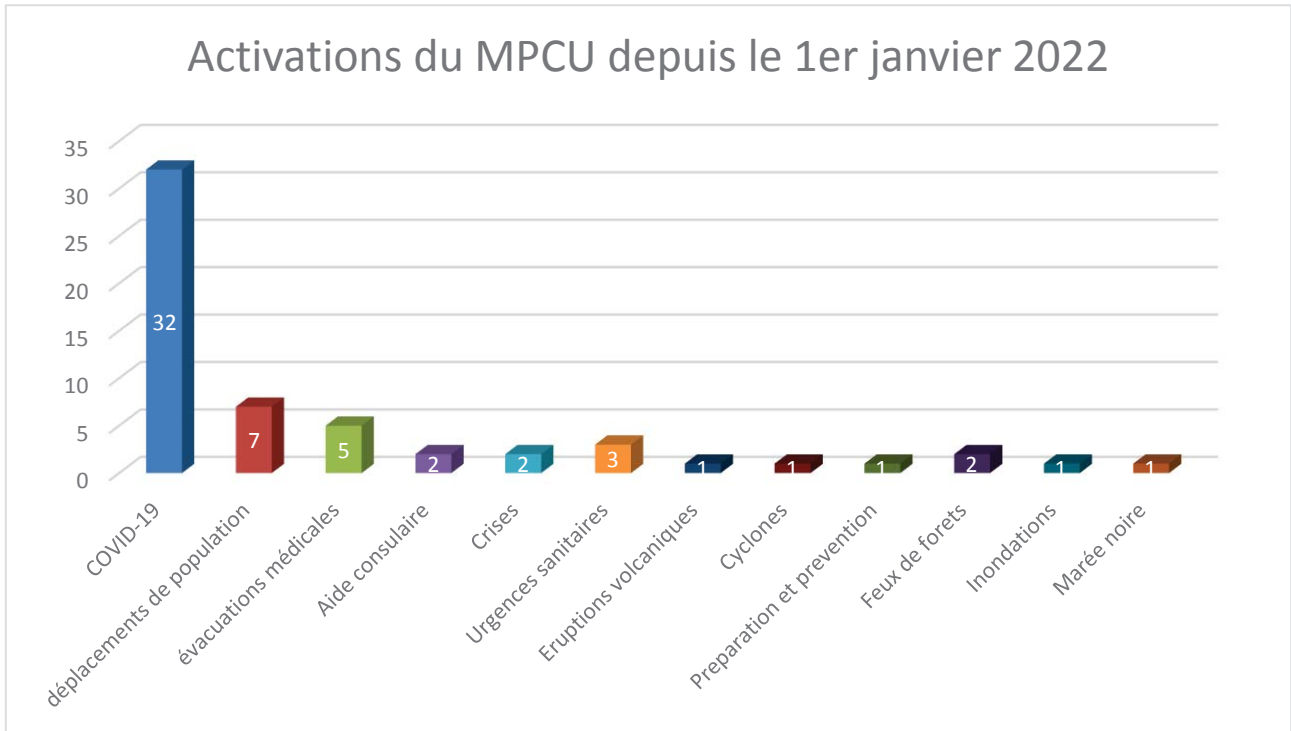
La modification relative à l'extension du champ d'application de l'accord de Bonn à la coopération en matière de surveillance des émissions atmosphériques des navires est actuellement en cours de ratification. Toutes les parties à l'accord de Bonn ont maintenant ratifié la décision.

7. Réponse à des situations d'urgence

Entre le 1^{er} janvier et le 30 mai 2022, le MPCU a été activé 58 fois (9 demandes d'aide au sein de l'UE et 49 en dehors de l'UE⁹). En outre, les services du Programme Copernicus de la Commission européenne (programme de l'UE pour l'observation et la surveillance de la terre) a été activé 25 fois, générant 140 cartes.

⁸ 14262/20 + ADD 1.

⁹ Les demandes reçues des États participants au MPCU sont comptabilisées comme étant à l'intérieur de l'UE.



Source: Commission européenne, données au 15 juin 2022.

Les demandes d'aide via le MPCU au sein de l'UE ont principalement concerné la guerre en Ukraine (9 cas), en réponse à des urgences sanitaires, des rapatriements de citoyens européens et des évacuations médicales.

En dehors de l'UE, outre les activations liées à l'Ukraine, l'aide du MPCU a été fournie à la demande de 42 pays. Cette aide a principalement été mobilisée en réponse à la COVID-19, à des urgences sanitaires, des crises migratoires et déplacements de population, des marées noires, des évacuations médicales et autres catastrophes.

Une description des activations MPCU figure à l'annexe 1, fournie par la Commission.

1. Guerre en Ukraine

Le 15 février 2022, l'Ukraine a activé le MPCU en prévision d'une urgence de grande ampleur.

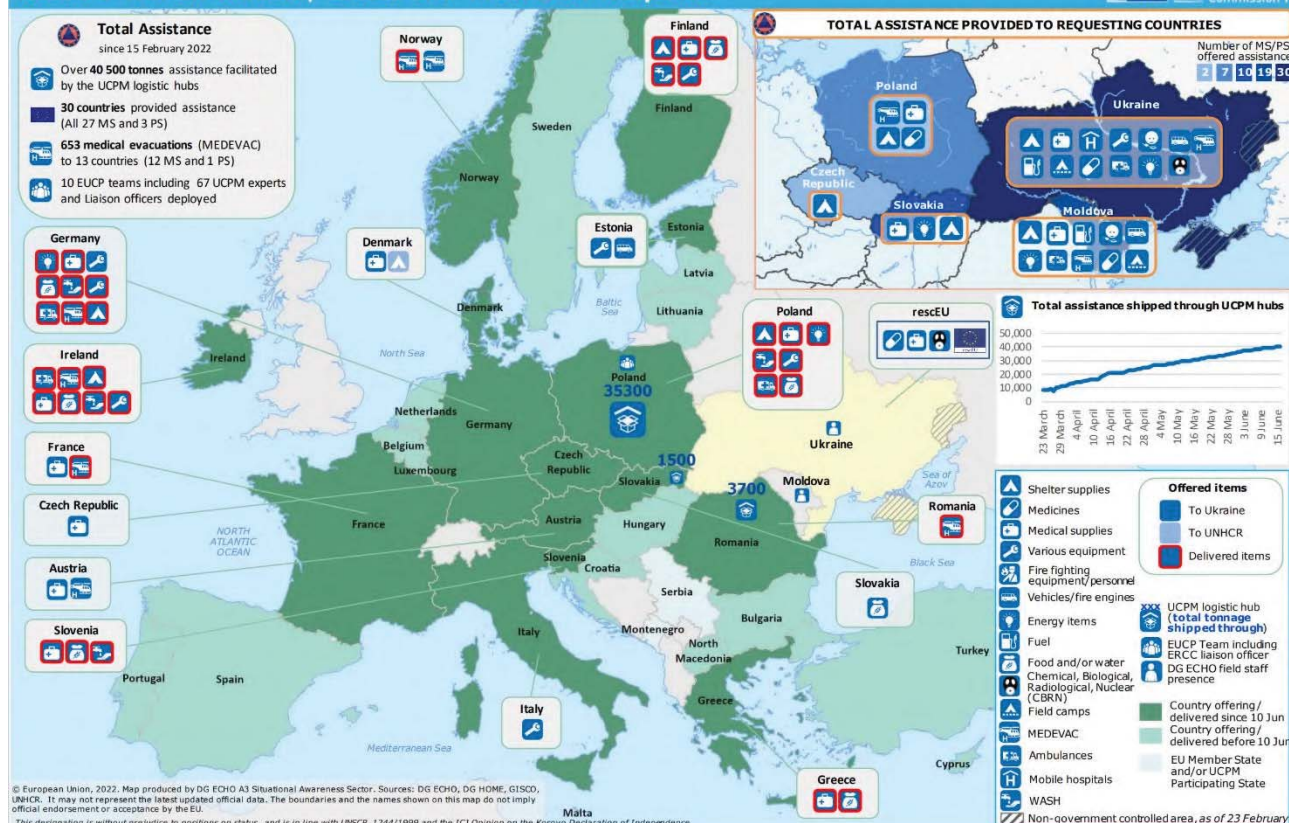
Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, l'Ukraine a présenté 73 demandes d'aide dans les secteurs de la santé, de l'hébergement, de la nourriture et des articles non alimentaires, des machines et équipements lourds, de l'énergie, de l'agriculture, de la protection NRBC, du transport et de la logistique. À ce jour, tous les États membres de l'UE ont répondu ainsi que deux États participants au MPCU (Norvège, Turquie, République de Macédoine du Nord). Plus de 41 000 tonnes d'assistance diverse ont déjà été proposées et livrées à l'Ukraine par l'intermédiaire des hubs logistiques de l'UE situés en Pologne, en Slovaquie et en Roumanie.

L'ERCC a mobilisé de l'assistance du stock médical rescEU hébergé par l'Allemagne, la Hongrie, la Grèce et les Pays-Bas, et a organisé la mobilisation rescEU du secteur privé, hébergée par la Belgique, composée de contre-mesures médicales NRBC, de médicaments et d'équipements individuels de protection (PPE).

Quatre pays voisins de l'Ukraine (Slovaquie, Pologne, République tchèque et Moldavie) ont également activé le MPCU, demandant un soutien dans la gestion du flux migratoire.

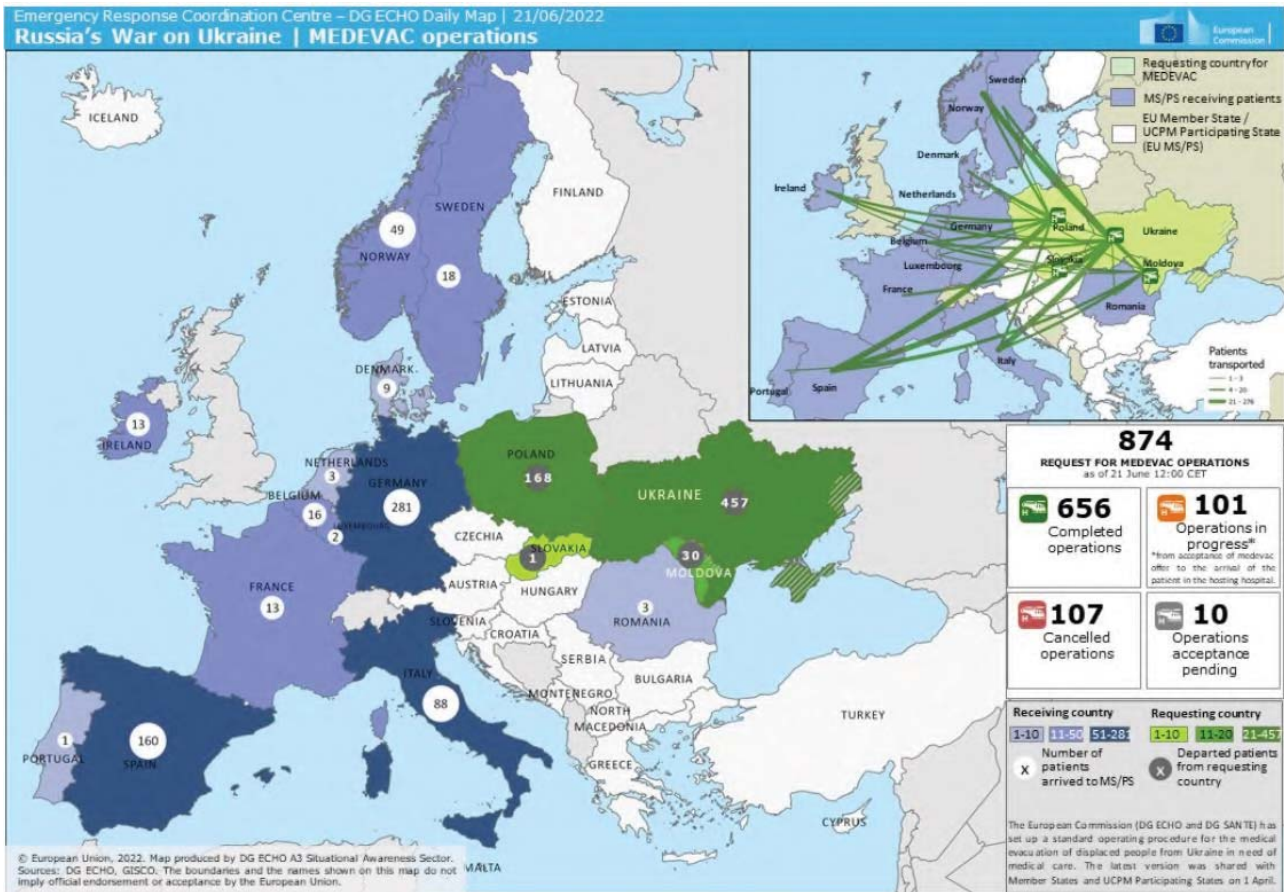
Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) et l'organisation mondiale de la santé (OMS) ont également demandé un soutien aux États membres de l'UE et États participants au MPCU. L'aide demandée concernait principalement l'afflux migratoire et les déplacements de personnes, ainsi que celle relative aux besoins dans les secteurs sanitaires et médicaux.

Russia's war on Ukraine | Latest Civil Protection Response



Les équipes de la protection civile européenne (EUCPT) sont présentes en Pologne depuis le 3 mars. Jusqu'à présent, 54 experts ont été déployés en Pologne, Slovaquie et Moldavie via le MPCU. Ces équipes sont soutenues par des agents de liaison de l'ERCC.

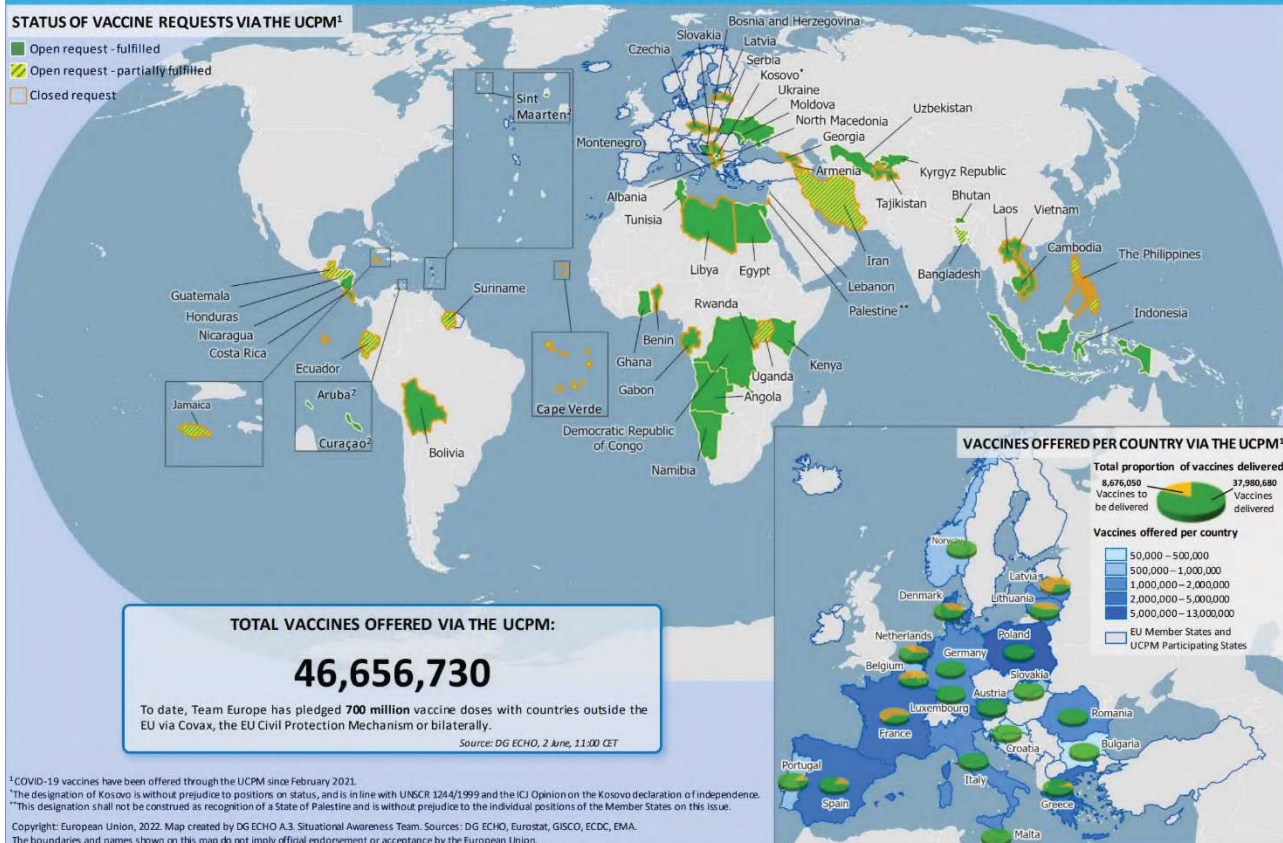
Depuis le 11 mars, l'ERCC a reçu plus de 874 demandes d'évacuation médicale. À ce jour, plus de 656 patients ukrainiens ont été évacués pour un traitement médical vers l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Norvège.



2. Pandémie de COVID-19

Le soutien des États membres et des États participants au MCPU à divers pays dans le monde s'est également poursuivi en 2022 en fournissant à 32 pays des vaccins, médicaments et équipements de protection individuelle (PPE).

Depuis début 2022, 9,5 millions de doses de vaccin ont été livrées, tandis que le nombre total de vaccins fournis par l'intermédiaire du MPCU a atteint près de 47 millions de doses.



3. Autres urgences sanitaires

Le 16 mars, la **Roumanie** a demandé des immunoglobulines en raison de la rareté des stocks dans le pays. Il n’y a pas de proposition d’aide pour le moment.

Le 13 avril, le **Sri Lanka** a demandé plusieurs médicaments (non liés à la COVID) – le 16 mai, la France a proposé des médicaments conformément à la demande.

Le 19 mai, le **Brésil** a demandé une aide en raison de la pénurie de médicaments dans le pays. Il n’y a pas de proposition d’aide à ce jour.

4. Urgences induites par des phénomènes naturels et météorologiques

4.1. TONGA – Éruption volcanique

Le 15 janvier, le volcan sous-marin Hunga – Tonga – Hunga - Ha’apai est entré violemment en éruption, envoyant des cendres, de la vapeur et du gaz jusqu’à une altitude de 20 km. L’éruption a déclenché un tsunami d’environ 1,5 m qui a frappé l’île principale des Tonga, Tongatapu, ainsi que les îles environnantes. L’Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, les États-Unis (Hawaï), les Fidji, le Pérou et Samoa ont également signalé des tsunamis avec des vagues de différentes hauteurs allant

jusqu'à 1,2 m et des dommages locaux. L'onde de choc volcanique a été ressentie à plus de 9 000 km.

Le 18 janvier, les Tonga ont demandé une aide internationale via le MPCU. Les besoins les plus critiques étaient la nourriture, l'eau, les abris et les articles non alimentaires, le rétablissement des communications et des services de base, y compris l'approvisionnement en eau et en nourriture.

La France a fourni à partir du 25 janvier 2022 de l'aide en nature dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, des articles non alimentaires, des abris, et de la nourriture.

La DG ECHO a débloqué 200 000 euros d'aide d'urgence aux Tonga. L'ERCC a mobilisé des experts environnementaux d'Espagne, d'Italie, de Suède et des Pays-Bas pour soutenir l'Unité Environnementale Commune (JEU) du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (BCAH).

4.2. MADAGASCAR – cyclones tropicaux Batsirai et Emnati

Le cyclone tropical Batsirai a touché la côte est de Madagascar le 5 février 2022 avec des vents moyens de 165 km/h, des rafales de 230 km/h et de hautes vagues frappant la côte, causant des dommages et des destructions généralisés aux logements et aux infrastructures essentielles. Au moins 121 personnes ont perdu la vie. Au 17 février, environ 271 000 personnes avaient un besoin urgent d'abris, d'eau et d'assainissement, de services d'éducation et de santé, ainsi que de l'aide alimentaire.

Le 4 février, le gouvernement malgache a demandé une aide internationale, anticipant les conséquences du passage du cyclone. Les besoins les plus urgents concernaient l'eau et l'assainissement, l'hébergement et les articles médicaux.

La France et l'Allemagne ont proposé des modules de purification d'eau, la Pologne a déployé une équipe médicale d'urgence (EMT) et la Slovaquie a fourni de l'aide en nature (matelas, pompes à eau et générateurs). Deux équipes de la protection civile européenne (22 experts et trois officiers de liaison de l'ERCC) ont été déployées en rotation à Antananarivo en appui des modules d'assistance et de protection civile envoyés, ainsi que pour soutenir les autorités nationales et les partenaires internationaux.

La DG ECHO a activé le service de pont aérien humanitaire pour fournir une solution pour les mouvements du personnel humanitaire à Madagascar. La DG ECHO a également mobilisé 1,5

million d'euros au titre de l'outil de réponse aux situations d'extrême urgence à grande échelle (ALERT) pour permettre les transferts en espèces afin de répondre rapidement aux besoins en matière d'abris et de nourriture, la mise en place de cliniques mobiles, la fourniture d'un soutien psychosocial et de santé mentale et le renforcement des capacités de préparation.

4.3. ARGENTINE - Feux de forêt

Le 22 février 2022, l'Argentine a activé le MPCU. La demande comprenait des équipements de protection individuelle (vêtements ignifugés), des équipements de communication VHF (très haute fréquence) et des outils de lutte contre l'incendie.

Le 14 avril, la Norvège a proposé 70 radios VHF pour soutenir les services de secours locaux, qui ont été livrées le 3 mai à Buenos Aires.

4.4. BURKINA FASO – Inondations

Le 16 avril 2022, à la suite de fortes pluies, la mine industrielle de zinc de Perkoa, située à 120 km de Ouagadougou, a été inondée.

Huit travailleurs, dont six Burkinabès, un Tanzanien et un Zambien, sont toujours portés disparus, malgré toutes les opérations de recherches conduites.

L'ERCC a reçu, par l'intermédiaire de la délégation de l'UE, une demande d'aide comprenant des listes détaillées d'équipements techniques.

Dans les jours suivants, l'ERCC a été informé que l'Australie ainsi que le Ghana et d'autres pays voisins avaient fourni les équipements nécessaires et les experts demandés au Burkina Faso, permettant la clôture de cette urgence.

4.5. ALBANIE - Feux de forêt

Le 6 juin, l'Albanie a fait une demande d'assistance pour des avions de lutte contre les incendies de forêt. En réponse, la Grèce a offert le 6 juin un (Canadair CL415) et l'offre a été acceptée.

L'avion est arrivé sur l'île de Sazan le matin du 7 juin. Au cours de l'opération aérienne initiale qui a duré de 08h00 à 11h49, l'avion a effectué 11 largages. Douze autres largages ont été effectués au cours de l'opération de l'après-midi.

L'incendie a été éteint dans l'après-midi du 7 juin et l'avion grec Canadair CL415 est retourné à sa base d'Elefsis (Attique) le 8 juin.

5. Catastrophes d'origine technologique et humaine

5.1. PÉROU – Déversement d'hydrocarbures

Le 15 janvier 2022, une marée noire dans une raffinerie de La Pampilla, au nord de Lima, a provoqué le déversement de 2 100 tonnes de pétrole dans la mer. Cette marée noire a touché plus de 80 km de côtes avec des conséquences considérables pour la flore et la faune dans les différents districts avoisinants.

Le gouvernement péruvien a déclaré une urgence environnementale de 90 jours et demandé une assistance au OCHA par l'intermédiaire de son l'Unité Environnementale Commune (JEU). Après la demande d'aide du Pérou, l'ONU a demandé la mobilisation d'experts environnementaux par l'intermédiaire du MPCU dans les domaines de la gestion des catastrophes, de la planification d'urgence, de la chimie marine et des urgences environnementales.

Quatre experts de l'UE en matière de déversements d'hydrocarbures et d'environnement de France, d'Italie et d'Espagne ont rejoint une équipe de l'Unité Environnementale Commune du Programme des Nations Unies pour l'Environnement/BCAH entre le 25 janvier et le 9 février 2022. Conformément au mandat de la mission, l'équipe s'est concentrée sur l'assistance technique et du conseil au gouvernement national pour endiguer la marée noire, réduire et nettoyer les zones touchées.

6. Prévention et préparation

6.1. CUBA – mission consultative - gestion multirisque (mission en cours)

Le 23 mars, le Programme des Nations Unies pour le développement a activé le MPCU au nom du gouvernement cubain, en vue d'une mission consultative à Cuba, organisée dans le cadre de l'action financée par ECHO afin de « Renforcer les capacités nationales et locales dans la gestion globale des risques multiples liés aux catastrophes afin de réduire leur impact négatif sur la population la plus vulnérable de Cuba ».

L'objectif principal de cette mission de conseil est de partager les expériences et de renforcer les compétences et l'expertise dans le domaine des opérations de recherche et de sauvetage liées à l'effondrement de bâtiments à La Havane.

Trois experts de la protection civile de France et d'Espagne ont été déployés à La Havane du 5 au 12 juin. L'équipe était soutenue par un agent de liaison de l'ERCC. Un des aboutissements de la mission était de soutenir une formation en novembre 2022 spécifiquement sur les opérations de recherche et de sauvetage liées à l'effondrement de bâtiments.

Report from the French Presidency

on the main achievements at EU level in the field of civil protection

This report outlines the main achievements, at EU level, in the field of civil protection and the resilience of critical entities during the French Presidency of the Council of the European Union.

The Presidency focused as a priority on the impact of climate change and the new risks faced by the European Union and European civil protection. A first exchange on this subject took place during the virtual workshop organised on 1 and 2 February 2022. The results of the workshop were presented by the Presidency and welcomed by the national delegates at the Working Party on Civil Protection (PROCIV) on 11 February 2022 and by the Directors General of Civil Protection at their 48th meeting on 17-18 May 2022 in Aix-en-Provence, France.

At the informal meeting of ministers for Home Affairs on 3 February 2022 in Lille, the ministers noted the importance of this challenge during a discussion on the future of civil protection in Europe. In particular, they agreed that it was necessary to use all of the EU's resources to meet this challenge: the Union's Civil Protection Mechanism (UCPM), the adaptation of the resources of the Member States' civil protection forces and the commitment of citizens.

The need for a comprehensive response led the Council to adopt on 3 March 2022 conclusions¹⁰ calling for the adaptation of civil protection to the consequences of climate change, both in terms of prevention and preparedness, response and recovery.

Intensive work took place in the first half of 2022 with 11 meetings of the members of PROCIV, including its formation with the participation of relevant experts that continued negotiations on the proposal for a Directive on the resilience of critical entities.

The Commission has adopted a number of Implementing Acts to further develop the rescEU reserve of capacities.

Finally, in the first half of 2022 the UCPM has been activated 58 times in response to emergencies in Europe and around the world related to the war in Ukraine, COVID-19, other health emergencies,

¹⁰ 7146/2022.

crisis, migration, disasters (volcanic eruption, tropical cyclones), medical evacuation, and repatriation of EU citizens.

1. Implementation of the revised Union Civil Protection Mechanism

1.1. Further operationalisation of rescEU

On 22 February 2022, the Commission adopted the [Implementing Decision \(EU\) 2022/288](#) to define a new rescEU capacity concerning shelter and to modify quality requirements for Emergency Medical Teams Type 3 capacities. The main purpose of the rescEU temporary shelter capacity, when deployed during a response operation under the Union Mechanism for example when dealing with an earthquake, is to provide temporary shelter to affected population which includes space for housing, hygiene and sanitation, basic medical service and social-gathering. Reflections on lessons learnt from the COVID-19 crisis have further shown the need for additional flexibility and modularity of rescEU emergency medical team capacities. Therefore, rescEU should include Emergency Medical Team type 2 capacities (Inpatient Surgical Emergency Care) complemented by specialised care services, in line with the standards of the World Health Organisation Global Emergency Medical Team initiative.

On 14 March 2022, the Commission adopted the [Implementing Decision \(EU\) 2022/461](#) to include transport and logistics capacities as part of the rescEU reserve. Transport and logistics operations have been identified as a challenge in many response operations of the UCPM over the past years, especially during large-scale or complex crises. More recently, the lack of sufficient transport and logistical resources posed a key obstacle to Member States' ability to provide or receive assistance during the initial stages of the COVID-19 pandemic. The implementing act establishes minimum quality requirements for rescEU transport and logistics capacities suitable for deployments in a wide range of different scenarios and conditions (including, where necessary, the ability to perform in operationally challenging circumstances and to ensure the transport and logistical handling of special goods).

On 21 March 2022, the Commission adopted the [Implementing Decision \(EU\) 2022/465](#), after an analysis of identified and emerging gaps at Union level revealed the need to further develop a reserve to respond to chemical, biological, radiological and nuclear (CBRN) incidents. This decision paves the way for developing rescEU mobile laboratory capacities and rescEU CBRN detection, sampling, identification and monitoring capacities. The mobile laboratory capacities will provide flexible and adaptable support where Member States are overwhelmed in their capacity to detect, analyse or verify pathogens or CBRN substances. The in-field CBRN detection, sampling,

identification and monitoring capacities will support the response to emergencies, search activities, the response to security events and the surveillance of major events.

In view of recognising and honouring longstanding commitment and extraordinary contributions to the Union Mechanism, Decision No 1313/2013/EU provides that the Commission may award medals. The criteria and procedures for recognising long-standing commitment and extraordinary contributions to the Union Mechanism have been laid down in the [Implementing Decision \(EU\) 2022/706](#) adopted on 5 May 2022. In order to pay homage to the recipients in an appropriate manner, UCPM medals should be awarded at a formal ceremony, such as the European Civil Protection Forum.

Finally, Russia's war in Ukraine accelerated adoption on 16 June 2022 of a new Implementing Decision (EU) 2022/4246 on emergency energy supply. Ukraine identified energy supply in the form of fuel, generators, equipment and spare parts as primary needs. This capacity will address problems relating to shortages of electricity and power supply affecting one or several Member States by providing standby generators, batteries, energy harvesting equipment, connectivity and synchronizing equipment, fuel, other types of apparatus and related services.

1.2. Knowledge network

The NEMAUSUS project, funded under the 2021 Knowledge Network Partnership Call that aims at designing a blueprint for the setting up of centres of expertise on particular risks in different countries, has been implemented. The project runs for 18 months (until April 2023); the project consortium, led by the French Directorate General for Civil Protection and Crisis Management (DGSCGC) includes civil protection authorities (Germany, Italy, Croatia and Sweden), academic and research experts (Cyprus, Spain, Valabre) and a French local authority.

1.3. UCPM & HERA implementation

The Health Emergency Preparedness and Response Authority (HERA) became operational on 1 January 2022. On 7 February 2022, the HERA Board met to discuss and endorse HERA's work plan that covers activities to be carried out throughout the year 2022. It endorsed in particular HERA's and ECHO's proposals for a joint implementation strategy for stockpiles under rescEU for medical and CBRN emergencies. A total contribution of EUR 1.3 billion from the EU budget is allocated to HERA in 2022 for preparedness activities; a major part will be financed from the funds earmarked under UCPM/rescEU (EUR 630 million). Therefore, the UCPM work programme was amended on 25 April 2022 to include HERA activities.

2. Climate Change

Following on from the latest revisions of UCPM, the French Presidency wished to emphasise the continuous adaptation process of this European solidarity tool by initiating a forward-looking reflection on the challenges linked to climate change. This theme permeated all the work carried out in the field of civil protection during the six months of the Presidency. This approach to mitigating and adapting to climate change is part of the overall programme to build a greener Europe, in line with the priorities defined with the Czech Republic and Sweden in the framework of the trio presidency.

2.1. Council conclusions on European civil protection work in view of climate change

Climate change "is leading to an increase in the frequency, intensity and complexity of natural disasters within the Union and worldwide", according to the terms of Regulation 2021/836 amending the 2013 UCPM Decision. It therefore seemed appropriate to the French Presidency to propose Council conclusions on the action of European civil protection in the face of climate change, in a context marked by a record number of activations of the UCPM, and recalling the Council conclusions of 23 November 2021 on enhancing preparedness, response capacity and resilience to future crises.

The text was discussed at 3 meetings of the PROCIV group (11 January, 26 January - full day, 11 February 2022) and at the COREPER meeting on 25 February 2022. It was adopted as an A item at the Justice and Home Affairs Council on 3 March 2022¹¹. The Presidency workshop on the impact of climate change on European civil protection, held by video conference on 1 and 2 February 2022, also contributed to the reflection.

The conclusions identify two main areas. The first is the deepening of knowledge, which aims to better integrate scientific work on climate change into civil protection. The European Civil Protection Knowledge network is identified as a valuable tool for this purpose: the two pillars of the network, science and capacity response, broaden the range of tools available to address the effects of climate change. In this context, the usefulness is noted of centres of expertise with an approach by type of risk, based on territorial expertise linked to risk basins and aiming to network the European territory (like the NEMAUSUS project, a European consortium led by the DGSCGC,

¹¹ 7146/22.

bringing together the civil protection directorates of Croatia, Italy and Sweden, the German national Agency for technical cooperation *Technisches Hilfswerk* (THW) in partnership with the Entente de Valabre, Nîmes Métropole, the Pau Costa Foundation (Spain) and the Cypriot research centre CERIDES. A second priority identified by the conclusions is civic engagement. In particular, the conclusions call for volunteer organisations to be strengthened as an integral part of civil protection, for the value of volunteer actions and schemes to be enhanced, and for the citizen to be valued as a member of national or local structures contributing to civil protection.

2.2. Presidency workshop

The Presidency workshop on the "Impact of climate change on European civil protection" was held on 1 and 2 February 2022.

Its aim was to initiate a collective reflection on the development of the UCPM in order to make it more efficient in anticipating, preparing for and managing the impacts of climate change, to better protect citizens and to facilitate the adaptation of national and European systems in the face of a changing environment marked by complex crises which are now increasingly and rapidly taking on a cross-border, transnational and multi-sectoral character.

The debates were based in particular on the work initiated under the Slovenian Presidency on the Union's disaster resilience goals, based on dimensioning scenarios, as well as on the European Civil Protection Knowledge network. They also provided input for the parallel negotiation of the Council conclusions.

The first working session focused on early warning and information systems for populations in the face of climate change. A more systemic and integrated approach was deemed necessary in order to:

- to establish a clear, uniform and sustainable framework of exchanges for analysis, operational forecasting and redistribution of information;
- adopt a more systemic and integrated approach, with a particular focus on cross-border and thematic aspects (by risk basin);
- develop synergies and innovative approaches while strengthening the capacity of the population to adopt appropriate behaviour in the face of risks.

The second session dealt with the impact of climate change on forecasting and planning, with a view to the operational implementation of the UCPM. The following courses of action were recommended:

- improve knowledge of the risk via a European catalogue based on the work previously carried out by the Commission under the article 6 of Decision 1313/2013;
- move towards a common analysis grid, in line with the work carried out on disaster resilience focus and on dimensioning scenarios building, integrating the three levels of crisis management: national, cross-border (risk basin) and European;
- consider homogenised risk monitoring, particularly in cross-border risk basins;
- strengthen the crucial stage of forecasting in the interest of pre-positioning of resources.

These elements tend towards the design of a European risk analysis and coverage scheme, in order to encourage the sharing of knowledge, to ensure the availability of means for rapid and efficient risk coverage and the constitution of strategic stocks.

The third working session focused on the capability response and its adaptation needs in the framework of the UCPM (volumes, technical specificities, pre-positioning). Particular attention was given to:

- the contribution of scientific knowledge and the role of the Knowledge network as a catalyst for overcoming obstacles to interoperability;
- improving preparedness for a calibrated and efficient response, with new debates on pre-positioning;
- prospects for an innovative and more ecological capability response.

In conclusion, the workshop laid the foundations for a new approach, integrating the cross-cutting theme of climate change, and proposed to:

- Encourage closer links between the Emergency Response Coordination Centre (ERCC) and national civil protection authorities for integrated risk management;
- Strengthen cross-border and multi-sectoral synergies;
- Identify and share good practices and up-to-date knowledge on the impacts of climate change on the European risk catalogue and existing response tools;
- Exchange, between Member States and with the European Commission, on potential adaptation paths, in particular in terms of early warning systems and systems for alerting

and informing populations, but also in terms of forecasting and planning the response capacity and its operational implementation in order to match the analysis and coverage of risks;

- Reflect collectively on the key role of the Knowledge network with regard to these new perspectives, under the prism of the creation of centres of expertise with an approach by type of risk, as developed via the NEMAUSUS project.

3. Other events

3.1. Meeting of directors of civil protection and firefighting schools, *École d'application de Sécurité civile* (ECASC), 12 and 13 April 2022

The first meeting of directors of civil protection and firefighting schools took place on 12 and 13 April 2022 in Valabre, at the *École d'application de Sécurité civile* (ECASC). The participants were able to exchange views on their training techniques, present good practices and identify avenues for further cooperation.

Prior to this meeting, the need to strengthen the interoperability of European modules, capacities and expertise was noted, due to the increasing mobilisation of the UCPM. The civil protection and fire brigade schools thus appeared to be an essential tool for this purpose, including for developing a common European culture. This dynamic of pooling educational expertise and training must be sustained over time, in the context of the growing strength of the European civil protection Knowledge network, whose vocation is to constitute a reserve of expertise and innovation.

The exchanges thus focused on the sharing and pooling of knowledge, the presentation of technical platforms of the future, the levers for encouraging exchanges of students around projects, the highlighting of a good practice of cross-border cooperation, i.e. the construction of a common base of interoperable operational techniques, the NEMAUSUS project as well as the future of the European Network of knowledge in the field of civil protection.

At the end of these exchanges, the following conclusions and perspectives can be identified:

- The crucial role of the lessons learnt process (RETEX) and its standardisation was underlined, with the challenge of accessibility of documents and tools;
- It is also essential to support the networking of national actors, in all their diversity (decision-makers, operational staff, scientists, academics at local, intermediate and national

levels), to structure it towards a common objective and to coordinate it with the European level;

- Whatever the level of integration chosen, the Member States must understand each other and work on harmonised and coordinated, if not common, reference systems.

To advance towards these objectives, an essential lever is the contribution of science, one of the two pillars of the Knowledge network. In a complementary way, the creation of European centres of expertise with an approach by type of risk, as proposed by the NEMAUSUS project, will make it possible to enrich the mapping of knowledge and strengthen the link between schools and other places of learning.

The French Presidency is aware of the need to structure and perpetuate this network of civil protection school directors and proposes, in order to maintain the momentum, to receive interested Member States in autumn 2022 for a presentation of the operational management and command (GOC) method.

3.2. European field exercise FSX DOMINO 2022

The large-scale FSX DOMINO 2022 exercise, which took place from 16 to 20 May 2022, was organised by France (DGSCGC)¹² as part of a European consortium that also included the Belgian¹³ and Spanish¹⁴ national civil protection authorities, the Austrian¹⁵ Ministry of Defence, the German *Technisches Hilfswerk* (THW)¹⁶ agency and the French Entente de Valabre, a centre of excellence.

Co-funded with €1 million from DG ECHO as part of the UCPM's annual exercise programme, the FSX DOMINO 2022 was held in France around the Étang de Berre, in the Bouches-du-Rhône department, a densely populated industrial area.

The scenario of the exercise, on the theme of industrial risks with cascading effects, is divided into four phases. Thus, the south-west of France is subject to major forest fires, which mobilise most of the emergency forces. At the same time, a strong storm hit the area, including a sector with 27 high threshold SEVESO installations.

¹² Engagement of Water Purification, High-Capacity Pumping, CBRN Decontamination, Emergency Remotely Operated Aerial System (UAV), Flood Containment modules.

¹³ Engagement of CBRN detection and sampling modules.

¹⁴ Engagement of High-Capacity Pumping modules + Emergency Remotely Operated Air System (UAVs).

¹⁵ Engagement of the CBRN Decontamination module.

¹⁶ Engaging the Water Purification module.

At the same time, a vessel transporting dangerous goods made a distress call to the Regional Monitoring and Rescue Operational Centre (CROSS) for a leak of toxic products on board. A strong wind then settled over the area. The cascade of effects multiplied (evacuation of a school, terrorist attack in a train station...).

The FSX DOMINO 2022 exercise was fully played for 48 hours, without interruption, on 17 and 18 May 2022, involving six crisis management echelons, four ministries, an EXCON with 297 pax and more than 1000 participants. On this occasion, in addition to the interoperability issues between European modules, the hosting capacities of the French authorities (*Host Nation Support*), the deployment of the national *Cell broadcast system FR-Alert* were tested and the Spanish module was submitted to the European certification process.

The European Commissioner for Crisis Management, Janez Lenarčič, and the Directors-General of Civil Protection, invited by the French Presidency as part of their bi-annual meeting, were invited to visit some of the exercise sites for demonstrations and a tour of the exercises.

Following on from the events organised under the French Presidency of the Council of the European Union, the DOMINO 2022 exercise contributed to the overall reflection on the European response to climate change, using the tools of the UCPM, an essential mechanism for European coordination and solidarity.

3.3. FSX DOMINO 2022 exercise lessons learnt seminar, 8-9 June 2022, Aix-en-Provence

In order to make the best use of the lessons learned from the exercise and at the request of the Commission, the focus has been on the feedback and lessons learnt phase (RETEX), with an *ad hoc* seminar held on 8 and 9 June 2022 in Aix-en-Provence. This work will feed into the guidelines for host country support and can be exploited in the framework of the European Knowledge network, following a final lessons learnt seminar in October 2022.

4. Civil Protection Forum

The 7th European Civil Protection Forum will take place in Brussels on 28-29 June 2022. After six editions over the last 15 years (2003-2018), the European Civil Protection Forum has become an important European gathering of practitioners and decision-makers in the field of civil protection. The European Civil Protection Forum welcomes all actors involved in the implementation and shaping of a European Civil Protection Policy, namely representatives from the civil protection and disaster management community, including governments, national, local, regional civil protection

authorities, EU institutions, private sector, scientific community, first responders as well as other stakeholders wishing to provide their input to the discussions of the Forum.

The objectives of the 2022 Forum held under motto ‘Towards faster, greener and smarter emergency management’ are the following:

- To provide a space for discussion between all actors of the UCPM around some key operational and policy questions to feed future UCPM development;
- To trigger innovative thinking and create new ideas in the sphere of civil protection and disaster risk management, including cross-sectoral coordination at EU level and closer collaboration with neighbourhood and third countries;
- To facilitate networking, mutual learning and cooperation for a wide range of stakeholders involved in disaster risk management. This will also require the participation of other closely-related sectors in addition to the classical European civil protection community.

5. Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on the resilience of critical entities¹⁷

Following the adoption of the general approach under the Slovenian Presidency on 20 December 2021, the French Presidency continued the work on the proposal for a Directive on the resilience of critical entities (CER directive) in a specific formation of the Working Party on Civil Protection dedicated to the CER directive. The French Presidency started trilogue negotiations with the European Parliament with a view to reaching an agreement on the text. A first political trilogue was held on 31 January 2022 in the Council and a second political trilogue was held on 24 April 2022. To prepare these trilogues, 13 meetings were held at technical level. The Presidency regularly consulted and informed Member States during the 7 Working Party meetings held on the CER Directive. The Presidency will hold a third political trilogue on 28 June.

6. Amendments to the Bonn Agreement for cooperation in dealing with pollution of the North Sea by oil and other harmful substances

On 5 February 2021, the Council¹⁸ adopted Decision (EU) 2021/176 on the conclusion of the amendments to the Agreement for cooperation in dealing with pollution of the North Sea by oil and

¹⁷ 14262/20 + ADD 1.

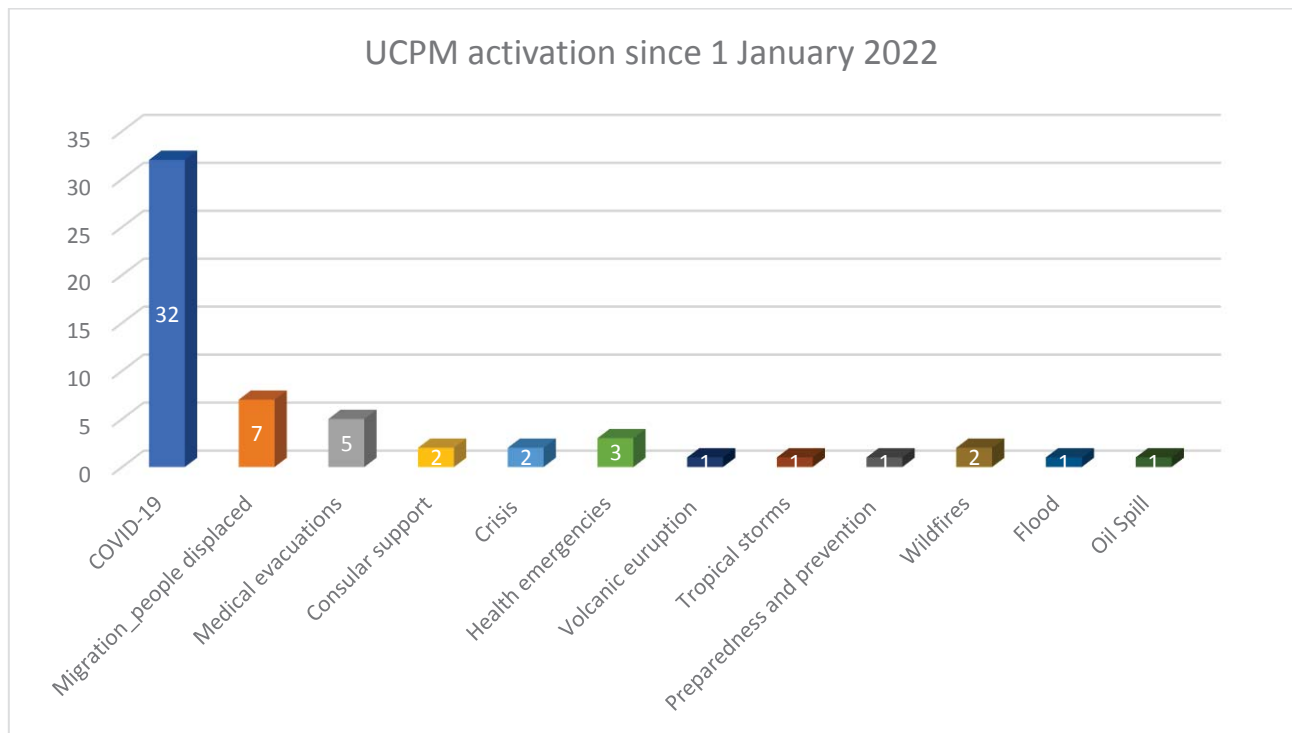
¹⁸ CM 1601/21.

other harmful substances (Bonn Agreement) with regard to the extension of the scope of the Agreement and the accession to the Agreement of the Kingdom of Spain.

The amendment on the extension of the scope of the Bonn Agreement to include cooperation on surveillance of air emissions from ships is currently in the ratification process. All parties to Bonn Agreement have now ratified the Decision.

7. Response to emergencies

Between 1 January and 30 May 2022 the UCPM was activated 58 times (9 requests for assistance within the EU and 49 outside the EU¹⁹). In addition, the European Commission's Copernicus Emergency Management Service (EU programme for earth observation and monitoring) was activated 25 times, producing 140 maps.



Source: European Commission, data on 15 June 2022.

Requests for assistance through the UCPM within the EU were mostly related to the war in Ukraine (9 cases), in response to health emergencies, repatriation of EU citizens and medical evacuations.

¹⁹ Requests received from the UCPM Participating States are counted as within the EU.

Outside the EU, apart from Ukraine-related activations, UCPM assistance was provided in response to requests from 42 countries. The assistance was mainly provided in response to COVID19, health emergencies, migration and displacements, oil spills, medical evacuations and other disasters.

A description of the UCPM activations is set out in Annex 1 provided by the Commission.

1. Russia's war on Ukraine

On 15 February 2022, Ukraine requested assistance through the UCPM in preparation for a large-scale emergency.

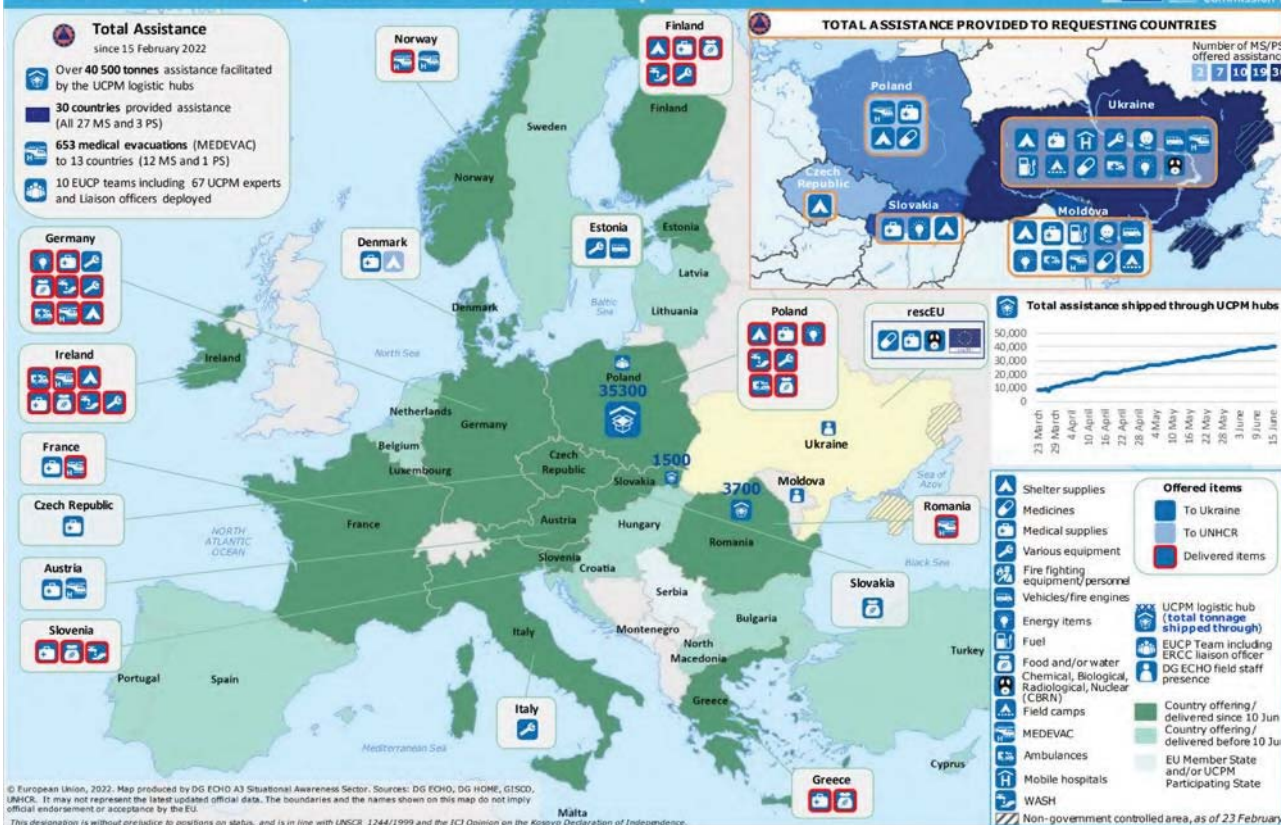
Since 24 February 2022, i.e. the beginning of Russia's invasion of Ukraine, Ukraine submitted 72 requests for assistance in the sectors of health, shelter, food and non-food items, heavy machineries and equipment, energy, agriculture, CBRN, personal protection, transportation and logistics. To date, all EU MS have responded along with two UCPM Participating states (Norway, Turkey, Republic of North Macedonia). More than 41,000 tonnes of various items have been already offered and delivered to Ukraine through the EU hubs located in Poland, Slovakia and Romania.

The ERCC mobilised assistance from the rescEU medical stockpile hosted by Germany, Hungary, Greece, and the Netherlands, and organised the rescEU mobilisation from the private sector, hosted by Belgium, consisting of CBRN medical countermeasures, medicines, and personal protective equipment (PPE).

Four countries neighbouring Ukraine (Slovakia, Poland, Czech Republic, and Moldova) have also activated the UCPM, requesting support with the migration flow management.

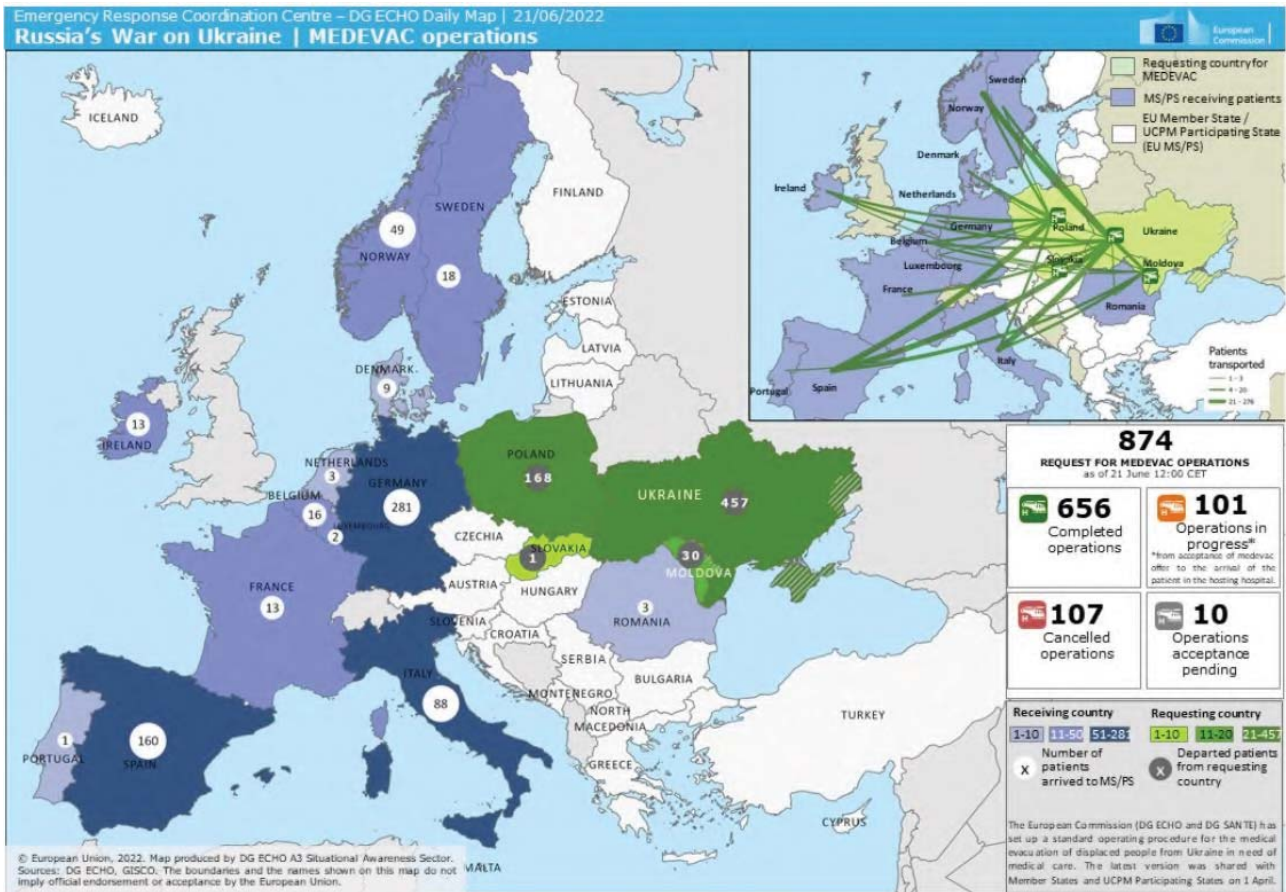
In addition to Ukraine and the neighbouring countries, United Nations High Commissioner for Refugees and World Health Organisation requested the support of Member and Participating States through the UCPM. The assistance requested is mainly related to the migration influx and people displacements, as well as to addressing the needs in the health and medical sector.

Russia's war on Ukraine | Latest Civil Protection Response



The EU Civil Protection Teams (EUCP) Teams have been in Poland since 3 March. So far, the UCPM has deployed 54 experts in Poland, Slovakia, and Moldova in the context of this emergency. The teams are supported by ERCC Liaison officers.

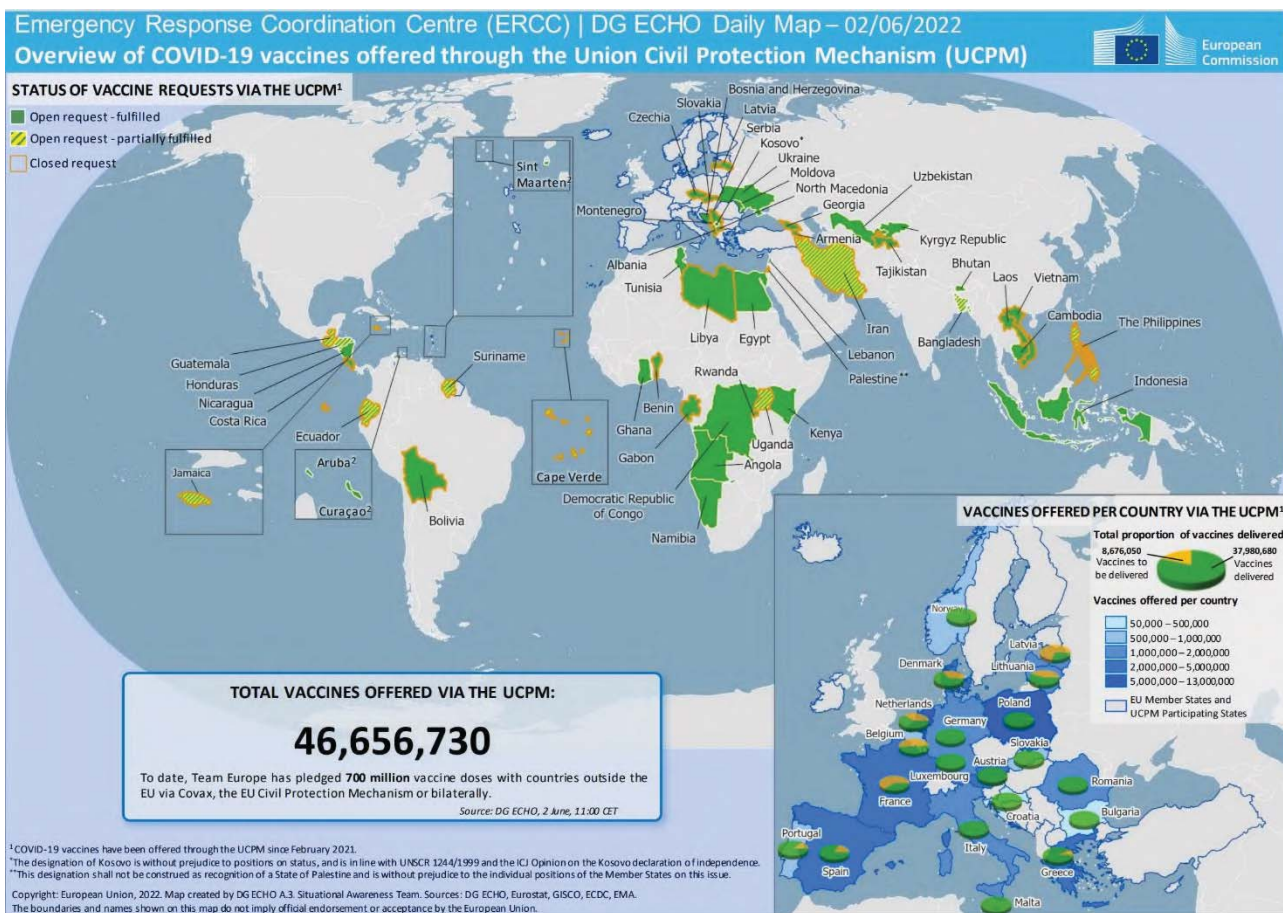
Since 11 March, the ERCC received more than 874 requests for medical evacuations. To date, more than 656 Ukrainian patients were evacuated for medical treatment in Belgium, Denmark, France, Germany, Italy, Ireland, Luxembourg, Portugal, Romania, Spain, Sweden and Norway.



2. COVID-19 pandemic

The UCPM Members States´ and Participating States´ support to various countries around the world continued also in 2022 by providing Covid-19 vaccines, medicines and personal protective equipment (PPE) to 32 countries.

Since the beginning of 2022, 9.5 million vaccine doses have been delivered, while the total number of vaccines offered though UCPM reached almost 47 million doses.



3. Other health emergencies:

On 16 March, **Romania** requested immunoglobulin due to the scarce stocks in the country. There has been no offer of assistance so far.

On 13 April, **Sri Lanka** requested various medicines (non-COVID related). On 16 May France offered the medicines as per request.

On 19 May, **Brazil** requested support due to shortage of medicines in the country. There has been no offer of assistance so far.

4. Emergencies induced by natural and weather-related phenomena

4.1. TONGA – Volcanic eruption

On 15 January, the underwater volcano Hunga-Tonga-Hunga-Ha’apai violently erupted sending ash, steam and gas up to 20 km in the air. The eruption triggered a tsunami of about 1.5 m that hit Tonga’s main island Tongatapu as well as the surrounding islands. Australia, New Zealand, Japan, USA (Hawaii), Fiji, Peru, and Samoa also reported tsunami waves with various heights up to 1.2 m and local damage. The volcanic shock wave was felt more than 9 000 km away.

On 18 January, Tonga requested international assistance also from the UCPM. The most critical needs were food, water, shelter and non-food items, restoration of communications and basic services including water and food supply.

France delivered in-kind assistance as of 25 January 2022 in the sectors of water, sanitation and hygiene (WASH), non-food items, shelter, food, and water supply.

DG ECHO released EUR 200.000 in emergency support to Tonga. The ERCC mobilised environmental experts from Spain, Italy, Sweden and Netherlands in support to the Joint Environment Unit of the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (JEU/OCHA).

4.2. MADAGASCAR – tropical cyclones Batsirai and Emnati

Tropical Cyclone Batsirai made landfall on the east coast of Madagascar on 5 February 2022 with average wind speeds of 165 km/h, gusts of 230 km/h and high waves hitting the coast. At least 121 people lost their lives, leaving widespread damage and destruction to housing, and critical infrastructure. As of 17 February, around 271,000 people were reported to be in urgent need of shelter, water and sanitation, education and health services, and food assistance.

On 4 February, the Government of Madagascar requested international assistance, anticipating the destructive landfall. The most needed items were in the area of shelter, water and sanitation, water pumps, and medical items.

France and Germany offered water purification modules, while Poland deployed an emergency medical Team (EMT). Slovenia provided in-kind assistance (mattresses, water pumps, generators). Two EU Civil Protection Teams (22 experts and three ERCC Liaison officers) were deployed on a rotation basis to Antananarivo in support of the deployed assistance and Civil Protection modules, as well as to support the national authorities and international partners.

DG ECHO activated the ECHO Humanitarian Aid Bridge service to provide transport solution for movement and personnel within Madagascar. In addition, DG ECHO mobilised EUR 1.5 million from the Acute Large Emergency Response Tool (ALERT) to support fast delivery of multi-purpose cash transfers addressing shelter and food needs; setting-up of mobile clinics, provision of mental health and psychosocial support and the reinforcement of the preparedness capacities.

4.3. ARGENTINA- Wildfires

On 22 February 2022, Argentina activated the UCPM. The request included Personal Protective Equipment (fireproof clothing), VHF (very high frequency) communication equipment, water equipment and firefighting tools.

On 14 April, Norway offered 70 VHF radios to support local emergency responders. On 3 May, the assistance arrived in Buenos Aires.

4.4. BURKINA FASO – Floods

On 16 April 2022, following heavy rains, Perkoa industrial zinc mine located about 120 km away from Burkina Faso's capital city Ouagadougou got flooded.

Eight workers including six Burkinabes, one Tanzanian and one Zambian remain missing despite the rescue operations carried out so far.

The ERCC received via the EU Delegation a request for assistance including detailed lists of technical equipment.

In the next days, the ERCC was informed that Australia as well as Ghana and other neighbouring countries had provided the requested equipment and experts to Burkina Faso. The emergency was therefore closed.

4.5. ALBANIA – Forest Fire

On 4 June, a wildfire broke out on the uninhabited island of Sazan, off the coast of Vlora Municipality, Albania. The island has a surface area of 5.7 square kilometres, of which about 2.7 square kilometres is the Karaburun-Sazan Marine Park, classified as a Specially Protected Area of Mediterranean Importance. The island also has important historical, cultural and military heritage.

On 6 June, Albania made a request for assistance for forest firefighting airplanes. In response, Greece offered on 6 June one firefighting airplane (Canadair CL415) and the offer was accepted.

The airplane arrived on Sazan Island on the morning of 7 June. During the initial air operation that lasted from 08:00 until 11:49, the firefighting aircraft made 11 drops. An additional 12 drops were made during the afternoon operation.

The fire was extinguished in the afternoon of 7 June and the Greek Canadair CL415 aircraft returned to its base in Elefsis (Attica) on 8 June.

5. Technological and human induced disasters

5.1. PERU – Oil Spill

On 15 January 2022, an oil spill at a refinery in La Pampilla, north of Lima, caused 2 100 tons of oil to flow into the sea. The spill affected over 80 km of coastline, causing considerable consequences for the flora and fauna in the several districts in Peru.

The Government of Peru declared a 90-day environmental emergency. In the aftermath of the spill, the Government requested assistance to the OCHA through the Joint Environment Unit (JEU). After the call for support from Peru, the UN requested environmental experts through the UCPM in the fields of incident handling, contingency planning, marine chemistry and environmental emergencies.

Following the request from the UN, four EU oil spill and environmental experts from France, Italy and Spain joined a UN Environmental Programme/OCHA JEU team deployed between 25 January and 9 February 2022. In accordance with the terms of reference of the mission, the team focused on technical assistance and advice to the national government on the containment of the spill, and on mitigation and clean-up of the affected areas.

6. Prevention and preparedness

6.1. CUBA – advisory mission - multi risk management (ongoing mission)

On 23 March, United Nations Development Programme (UNDP) has activated the UCPM on behalf of the government of Havana, in view of an advisory mission to Cuba. This advisory mission was organised in the framework of the ECHO-funded action “Strengthen national and local capacities for comprehensive disaster multi-risk management in order to reduce their negative impact on the most vulnerable population in Cuba”.

The main objective of the advisory mission was to share experience and strengthen skills and expertise in the field of search and rescue operations related to the collapse of buildings in La Havana.

Three civil protection experts from **France** and **Spain** were deployed to Havana from 5 to 12 June. The team was supported by an ERCC Liaison officer. One of the outcomes of the mission served to support an upcoming event scheduled for November 2022 which will focus on “Training in disaster risk management, search and rescue of lives in collapsed structures”.